

TABLE DES MATIÈRES

Abréviations, sigles et acronymes	VII
Avant-propos	XIII

ÉTUDES

Possibilités pour une juridiction nationale supérieure d'empêcher ou de modifier un renvoi préjudiciel présenté par une juridiction inférieure, par Morten P. BROBERG et Niels FENGER	3
I. Introduction.....	3
II. L'affaire <i>Cartesio</i>	5
III. Conséquences de l'arrêt <i>Cartesio</i> pour les systèmes procéduraux nationaux	7
IV. Conséquences à tirer par les juridictions nationales suite à l'arrêt <i>Cartesio</i> : quelques suggestions	15
V. Conclusion	20
Les exigences systémiques dans le droit administratif de l'Union européenne, par Roberto CARANTA.....	21
I. Introduction.....	22
II. La contribution des droits administratifs historiques à la construction du droit de l'Union.....	25
III. Un manque de système complexe et grave	28
IV. Conclusion	36

Agriculture et alimentation dans le droit de l'Union, par Luigi COSTATO.....	39
I. La civilisation de l'information et le marché des <i>commodities</i>	39
II. L'abandon du système protecteur réalisé avec le premier plan Mansholt	40
III. Le marché mondial et les agriculteurs	43
IV. Le <i>Land Grabbing</i> et les oscillations des cours des produits agricoles ...	44
V. Dénatalité, immigration, nourriture et politique européenne	44
VI. Trop de <i>Food safety</i> et très peu de <i>Food security</i> ?	45
L'emploi des langues dans l'ordre juridique de l'Union : de l'égalité au pragmatisme, par Nicolas DE SADELEER et Laure-Anne NYSSEN.....	47
I. Le régime linguistique des institutions	48
II. Les exigences linguistiques et le marché intérieur	69
Conclusion	75
La différenciation au sein de l'Union économique et monétaire : un nouvel <i>imbroglio</i> à dénouer, par Christine GUILLARD.....	77
I. La clarification possible de la différenciation au sein de l'Union monétaire	84
II. La clarification nécessaire de la différenciation au sein de l'Union économique.....	99
Le droit au recours contre l'extension du mandat d'arrêt européen, quand le renvoi préjudiciel précède la question « prioritaire », par Joël RIDEAU	133
I. La décision du Conseil constitutionnel du 4 avril 2013.....	137
II. L'arrêt de la Cour de justice du 30 juin 2013.....	148
III. La décision du Conseil constitutionnel du 14 juin 2013	154

ACTES DE L'ATELIER DOCTORAL

QUELLES PROCÉDURES ?

L'utilisation du dualisme juridictionnel français, par Hilème KOMBILA.....	163
I. L'inutilité méthodologique du dualisme dans l'invocation du droit européen.....	169
II. L'utilité déontologique du dualisme dans l'invocation du droit européen	177
Les interactions entre principe d'effectivité et droit procédural écrit de l'Union européenne : <i>Virtus Unita Fortior</i>, par Jean Félix DELLE.....	187
I. La portée du principe d'effectivité étendue par le droit procédural écrit.....	190
II. Les effets contentieux du droit procédural écrit dynamisés par le principe d'effectivité.....	203
Invocation tardive et relevé d'office du droit de l'Union européenne devant le juge national, par Freya CLAUSEN	215
I. Le moyen tiré de la violation du droit de l'Union, un moyen en principe soumis aux règles procédurales nationales.....	218
II. Les moyens tirés de la violation du droit européen de la concurrence et du droit européen de la consommation, des moyens soustraits par principe aux règles procédurales nationales ?.....	229
La restriction de l'autorité de la chose jugée nationale par la Cour de justice, par Araceli TURMO.....	243
I. Restriction des atteintes à l'autorité de la chose jugée nationale	244
II. Unicité du système juridictionnel de l'Union et autorité de la chose jugée nationale	251

QUELLES MATIÈRES ?

L'invocation du droit de l'Union devant le juge pénal, par Marie-Ève MORIN.....	259
I. L'invocation du droit pénal du troisième pilier.....	261
II. Invocabilité et non invocabilité du (nouveau) droit pénal de l'Union européenne : le paradoxe de l'harmonisation des législations prévues par le traité de Lisbonne.....	267
Conclusion	275
L'invocation de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne devant le juge national, par Tania RACHO	277
I. La détermination du champ d'application de la Charte, condition préalable à son invocation devant le juge national	280
II. L'invocation de la Charte devant le juge national : un intérêt particulier mais limité	290
Conclusion	301
Le rôle de l'arbitrage dans l'application extraterritoriale du droit européen de la concurrence comparé au rôle du juge national, par Ekaterina ISLENTYEVA	303
Introduction à la problématique : un arbitre n'égal pas un juge national ..	304
I. L'arbitrabilité du droit de la concurrence : la possibilité de résoudre les conflits issus du droit de la concurrence au sein de l'arbitrage	305
II. Existe-il une obligation pour les arbitres d'invoquer le droit de la concurrence <i>ex officio</i> sous peine d'annulation ou de caducité de la sentence arbitrale ?	306
Conclusion : l'arbitrage, les entreprises multinationales et le caractère extra-territorial ? Du droit européen de la concurrence	310

L'invocabilité de la <i>soft law</i> en droit de la concurrence devant le juge national : source de confusion ?, par Benoît BLOTTIN.....	313
I. L'utilisation exponentielle de la <i>soft law</i> en droit de la concurrence.....	315
II. La reconnaissance modérée d'une force normative.....	322
Conclusion	329
La portée de l'office du juge national en droit de la consommation de l'Union européenne : examen au regard de la réglementation des clauses abusives, par Christophe VERDURE	331
I. Le régime général de la directive 93/13/CE.....	333
II. L'office du juge national	335
III. Les conséquences d'un changement du niveau d'harmonisation	340
Conclusion	342
Les juridictions nationales et la protection des passagers aériens dans l'Union européenne, par Fabien LE BOT	343
I. Les juridictions nationales et l'imprécision de la législation	346
II. Les juridictions nationales et l'interprétation audacieuse de la législation.....	353

CHRONIQUES

VIE DES INSTITUTIONS

Parlement européen, sous la responsabilité de Eleftheria NEFRAMI avec la contribution de Cristina CONTARTESE, Ioana PELIN-RADUCU et Martin PETSCHKO	363
I. Vie institutionnelle du Parlement européen	363
A. Premier rapport annuel sur le registre de transparence.....	365
B. Le Parlement européen et le citoyen.....	367

II. Exercice des pouvoirs du Parlement européen	368
A. La gouvernance économique	368
B. Le Parlement européen et l'action extérieure de l'Union européenne.....	374
C. Protection des droits fondamentaux.....	394
D. Activités législatives du Parlement européen.....	396
E. Activités budgétaires du Parlement européen	406
 Conseil européen et Conseil de l'Union européenne, sous la responsabilité de Rostane MEHDI.....	 409
I. Vie institutionnelle.....	410
A. Le Conseil européen : organe de présidence collective de l'Union et de « pression des pairs »	410
B. Le Conseil de l'Union européenne : une période tourmentée	411
C. Les institutions et les rapports interinstitutionnels.....	418
II. Impulsion et conduite des politiques de l'Union.....	420
A. L'orientation de la politique économique européenne	420
B. L'action de l'Union en faveur du développement durable	428
III. La promotion des droits fondamentaux	436
A. La promotion des droits fondamentaux au plan interne	436
B. La promotion des droits fondamentaux au plan externe.....	441
IV. Le Conseil face aux crises internationales.....	446
A. La lutte pour le respect des valeurs de l'Union	447
B. La promotion de la lutte internationale contre l'impunité.....	449
C. La multilatéralisation du traitement des crises internationales	451
D. La préparation des situations post-crise.....	453
 Contentieux devant la Cour de justice de l'Union européenne, par Brunessen BERTRAND.....	 455
I. La rationalisation des procédures	457
A. L'efficacité et la célérité du travail juridictionnel	458
B. Les ajustements de la procédure préjudicielle	460
II. La régulation des contentieux	462
A. Les contentieux sur la voie de la relance jurisprudentielle	463
B. Les contentieux objets d'une politique de rigueur jurisprudentielle.....	466

Droits fondamentaux,

sous la direction de Romain TINIÈRE

en collaboration avec Christophe MAUBERNARD et Claire VIAL 471

- I. La Charte des droits fondamentaux : partout (en particulier dans le cadre du marché intérieur), tout le temps (généralement dans le but de résoudre des conflits)..... 471
 - A. Le droit dérivé..... 474
 - B. La jurisprudence..... 475
- II. La protection des données personnelles : vers un double standard au sein de l'Union européenne ?..... 479
- III. La promotion internationale des droits de l'homme par l'Union européenne 484

Citoyenneté,

par Myriam BENLOLO-CARABOT, Anastasia ILIOPOULOU-PENOT

et Sophie ROBIN-OLIVIER 489

- I. La « privation de la jouissance effective » des droits du citoyen..... 489
 - A. Droit de séjour des membres de la famille du citoyen européen autres que les ascendants ou descendants directs (interprétation de la directive 2004/38) : l'arrêt *Rahman* 490
 - B. Droit de séjour de ressortissants d'États tiers « membres de la famille » d'un citoyen européen et ne pouvant invoquer la directive 2004/38 (interprétation de l'article 20 TFUE) : les arrêts *Iida* et *O. et S.*..... 493
- II. La construction de liens réels..... 496
 - A. Liens réels et exportation du financement des études : l'arrêt *Commission c/ Pays-Bas*..... 496
 - B. Liens réels et demandeurs d'emploi : l'arrêt *Prete*..... 498
 - C. Différentiation du lien réel en fonction des prestations : l'arrêt *Commission c/ Autriche* 500
 - D. Liens réels et mandat d'arrêt européen : l'arrêt *Da Silva*..... 501
- III. Nouvelle extension de la notion de « raisons impérieuses de sécurité publique » permettant de justifier l'éloignement de citoyens « intégrés » dans un autre État membre : l'arrêt *P. I.* 502
- IV. Un chef d'État n'est pas un citoyen ordinaire : l'arrêt *Hongrie c/ République slovaque*..... 506

Espace de liberté, de sécurité et de justice, sous la responsabilité de Henri LABAYLE avec la participation de A. DA FONSECA, L. DUMONT, A. GARBAY, M. GARCIA, H. LABAYLE, J. PETIN, S. PEYROU, M. POELEMANS et F. SANCHEZ-RODRIGUEZ.....	509
I. Les politiques communes.....	509
A. La politique commune de contrôle aux frontières.....	509
B. La politique commune d'asile.....	512
C. La politique commune d'immigration.....	517
D. Les fonds en matière de politique migratoire	527
II. La coopération judiciaire civile	530
A. Compétence judiciaire, reconnaissance et exécution des décisions en matière civile et commerciale (règlement n° 44/2001).....	531
B. Droit de la famille	535
C. Procédures d'insolvabilité.....	536
D. Interprétations jurisprudentielles diverses en matière de coopération judiciaire civile	537
III. La coopération judiciaire pénale.....	537
A. Un nouveau pas vers une protection harmonisée des victimes dans l'Union européenne : la directive 2012/29/UE du 25 octobre 2012.....	537
B. Le deuxième volet dans la reconnaissance des droits procéduraux des accusés : la directive 2012/13/UE du 22 mai 2012 sur le droit à l'information	539
C. La lutte contre la fraude.....	541
D. Traite des êtres humains.....	541
E. Lutte contre la corruption.....	542
F. Prévention de la criminalité	542
G. Lutte contre la drogue	543
H. Lutte contre la cybercriminalité.....	546
I. Gel et confiscation des produits du crime.....	546
J. La lutte contre la fabrication et le trafic illicite d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions dans l'Union	546
K. D'un point de vue jurisprudentiel.....	549

IV. La protection des données	552
A. L'accord PNR (Passenger Name Record) États-Unis/Union européenne.....	552
B. Un cadre juridique rénové pour la protection des données au sein de l'Union européenne : la proposition de règlement relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données	554
 Droit d'établissement et libre prestation des services, par Denis MARTIN.....	559
I. La portée du droit d'établissement et de la libre prestation des services ...	559
A. Droit d'établissement, libre prestation des services et les situations internes	559
B. Droit d'établissement et pays tiers.....	563
II. Droit d'établissement ou libre prestation des services ou libre circulation des capitaux ?.....	563
A. Droit d'établissement ou libre prestation des services ?.....	563
B. Droit d'établissement ou libre circulation des capitaux ?.....	565
III. Qu'est-ce qu'une entrave ? Une modulation subjective du concept.....	566
A. Discrimination directe ou entrave ?.....	566
B. Une entrave potentielle pour une société hypothétique	567
IV. Entre l'entrave et sa justification par une raison impérieuse d'intérêt général, de la place pour « la différence objective de situation » ?.....	568
V. La justification des restrictions et l'application non discriminatoire de la mesure... en principe.....	571
VI. La proportionnalité, un principe à géométrie très variable	573
Conclusion	575
 Libre circulation des marchandises, par Claude BLUMANN	577
I. Champ d'application de la LCM	579
A. Les produits.....	580
B. Portée des entraves non-étatiques à la LCM et effet direct horizontal des règles sur la LCM.....	584
C. Mesure d'effet équivalent et monopole national de caractère commercial (articles 34 et 37 TFUE).....	588

II. Mesures d'effet équivalent	590
A. Notion de mesure d'effet équivalent.....	590
B. Justifications.....	597
Concentrations,	
par Dominique BERLIN.....	603
I. <i>London Stock Exchange Group Plc c/ LCH Clearnet</i>	603
II. <i>Sofiproteol c/ Actifs Doux</i>	608
III. <i>SFPI c/ Dexia</i>	616
IV. <i>EDF c/ Commission</i>	617
V. <i>Newscorp c/ Telepiù</i>	623
VI. <i>Commission c/ Éditions Odile Jacob SAS</i>	630
VII. <i>Deutsche Börse c/ NYSE Euronext</i>	637
VIII. <i>Google c/ Motorola Mobility</i>	644
IX. <i>Iberia c/ British Airways</i>	650
X. <i>J&J c/ Synthes</i>	656
XI. <i>Telefónica UK, Vodafone et Everything Everywhere</i>	661
XII. <i>Telekom Austria</i>	670
XIII. <i>Universal c/ EMI</i>	672
XIV. <i>SCA c/ Georgia-Pacific Europe</i>	674
Droit des pratiques étatiques anticoncurrentielles,	
par Loïc GRARD	677
I. Aides d'État.....	678
A. La notion d'aide d'État : l'article 107 § 1	680
B. Compatibilité et légalité des aides d'État	688
C. Procédures	692
II. Services d'intérêt économique général	696
A. Services d'intérêt économique général et droit des aides d'État... ..	696
B. Les services d'intérêt économique général au-delà du droit des aides d'État.....	702

Contrats publics,	
par Delphine DERO-BUGNY.....	705
I. Exceptions à l'application du droit de l'Union européenne	
des marchés publics	706
A. Exceptions liées aux parties au contrat	706
B. Exception liée à l'objet du contrat	
(marchés publics dans le domaine de la défense).....	709
II. Règles de passation	712
A. Détermination de la valeur d'un marché	712
B. Appréciation des candidatures.....	713
Droit fiscal,	
par Alexandre MAITROT DE LA MOTTE	721
I. L'intégration négative des droits fiscaux nationaux	721
A. La prohibition des restrictions fiscales à la liberté de circulation	
des marchandises	721
B. La prohibition des restrictions fiscales à la liberté de circulation	
des personnes, des services et des capitaux	723
C. La prohibition des aides d'État fiscales sous forme fiscale	
incompatibles avec les exigences du marché intérieur.....	740
II. L'intégration positive des droits fiscaux nationaux.....	748
A. L'harmonisation fiscale.....	748
B. L'élimination des doubles impositions	763
C. La coopération fiscale	766
Politique agricole commune,	
par Marc BLANQUET	769
I. Cadre général de la PAC.....	769
A. Le cadre stratégique	769
B. Le cadre géographique.....	771
C. Le cadre financier	772
II. Mesures relatives aux marchés agricoles.....	774
A. Revue sectorielle	774
B. Le problème des stocks et de l'aide alimentaire	777
C. Le contrôle juridictionnel de la régulation des marchés.....	777

III. Mesures de développement rural	779
IV. « 3 ^e pilier » de la PAC : qualité des produits, santé et sécurité alimentaire	780
A. Qualité des produits agricoles	780
B. Secteur phytosanitaire	785
C. Santé et bien-être animal	786
D. Sécurité alimentaire	788
Droit des transports, par Vincent CORREIA, Loïc GRARD et Sébastien MARTIN	791
I. Transports terrestres	792
A. Les progrès vers l'établissement de l'espace ferroviaire européen unique	792
B. Des progrès pour le permis de conduire européen	795
C. Les mesures relatives à la sécurité des transports terrestres	797
II. Transport aérien	798
A. L'interprétation consumériste des droits des passagers se poursuit	798
B. Le droit de la concurrence : des applications sans surprise	802
C. Sécurité et sûreté : toujours plus de règles	804
D. La recherche d'une consolidation des relations aériennes extérieures de l'Union européenne	807
III. Transport maritime	810
A. Obligation de sécurité du transporteur : ratification du protocole d'Athènes	810
B. Gens de mer : mise à jour de la législation européenne	812
C. Sécurité maritime : petit nettoyage législatif	812
Protection de l'environnement, par Ludwig KRÄMER	815
I. La planification environnementale	815
A. Le 7 ^e programme d'action en matière d'environnement	815
B. Plan d'action pour les eaux	818
C. Le contrôle d'application	818

II. Les différents secteurs de l'environnement.....	820
A. Questions horizontales.....	820
B. Biodiversité et conservation de la nature	823
C. Produits.....	825
D. Installations industrielles	828
E. Protection des eaux.....	829
F. Pollution de l'air	831
G. Bruit.....	832
H. Déchets	832
III. Intégration des exigences environnementales dans les autres politiques.	
Environnement et changement climatique	833
Énergie (2011),	
par Claire VIAL.....	835
I. Le bon fonctionnement du marché intérieur	836
A. Un marché concurrentiel.....	836
B. Un marché interconnecté	840
II. La protection de l'environnement.....	842
A. La promotion de l'efficacité énergétique	842
B. Le développement des énergies renouvelables	844
C. La réduction des émissions de gaz à effet de serre.....	845
III. Le renforcement de la coopération internationale.....	849
Énergie (2012),	
par Claire VIAL et Vincent BOUHIER	853
I. Le fonctionnement du marché intérieur	855
A. Un marché concurrentiel.....	855
B. Un marché interconnecté	862
II. La protection de l'environnement.....	863
A. La diminution de la consommation d'énergie	863
B. La diminution de la pollution liée à la consommation d'énergie ...	866
III. La coopération internationale.....	869

Santé publique, par Nathalie DE GROVE-VALDEYRON	873
I. Aspects législatifs.....	874
A. Les programmes d'action en cours et en discussion.....	874
B. Les actions spécifiques réalisées au cours de l'année 2012	877
II. Les développements jurisprudentiels.....	886
A. Santé publique et libertés de circulation.....	886
B. Contentieux dans le domaine du médicament.....	888
 Politique de cohésion économique, sociale et territoriale (2011-2012), par Stéphane DE LA ROSA	891
I. L'adaptation de la politique de cohésion à un contexte de crise.....	892
A. La politique de cohésion économique, sociale et territoriale saisie par la crise.....	892
B. Déclenchement du dispositif de conditionnalité.....	895
II. Les contentieux relatifs à la cohésion.....	896
A. Précisions sur l'éligibilité d'une région à un financement.....	896
B. Le contrôle de la mise en œuvre des Fonds structurels.....	897
III. La négociation d'une nouvelle architecture de la politique de cohésion pour la période 2014-2020	900
A. Le contenu des propositions de la Commission	901
B. L'état de la négociation	904
 Union économique et monétaire, par Francesco MARTUCCI.....	907
I. Stabilité monétaire.....	908
A. Aspects institutionnels.....	908
B. Les missions fondamentales de l'Eurosystème	913
C. L'action de la banque centrale en matière de stabilité financière....	919
II. Discipline budgétaire.....	927
A. Le renforcement de la discipline budgétaire.....	927
B. L'assistance financière pérennisée	932

Association, partenariat et coopération, par Joël LEBULLENGER et Catherine FLAESCH-MOUGIN	941
I. Propos introductif : association-partenariat-coopération.....	941
A. Des termes omniprésents dans la palette instrumentale de l'Union européenne.....	941
B. Des termes flous et utilisés sans rationalité toujours apparente ...	943
II. Les accords de partenariat et de coopération (APC) avec certains pays de l'ASEAN et l'Iraq.....	946
A. Les accords de partenariat et de coopération avec le Vietnam et les Philippines.....	946
B. L'accord de partenariat et de coopération entre l'Iraq et la partie européenne.....	957
III. L'accord birégional d'association entre l'Union européenne et les pays d'Amérique centrale.....	961
A. L'apport de l'association euro-centraméricaine à la consolidation du partenariat stratégique entre les deux régions.	963
B. L'instauration d'une association économique substantiellement similaire aux accords de libre-échange de nouvelle génération conclus par l'Union européenne avec des tiers.....	969
Conclusion	977
 CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE, sous la responsabilité de Fabrice PICOD	 979
I. Recueils de textes et de jurisprudence.....	979
II. Traités et manuels.....	982
III. Monographies	1003
IV. Thèses	1009
V. Ouvrages collectifs.....	1026
VI. Mélanges.....	1057
 REVUE DES REVUES, sous la responsabilité de Fabrice PICOD	 1059
I. Traités constitutifs et nouveaux traités.....	1062
II. Droit institutionnel.....	1068
III. Droits nationaux et droits européens.....	1077

IV. Droits fondamentaux.....	1081
V. Citoyenneté européenne	1087
VI. Contentieux.....	1089
VII. Relations extérieures	1094
VIII. Espace de liberté, de sécurité et de justice	1097
IX. Libertés de circulation	1100
X. Fiscalité et douanes.....	1101
XI. Concurrence.....	1105
XII. Actions et politiques communes	1110
XIII. Propriété intellectuelle.....	1122
XIV. Droit international privé européen	1130
Index des noms de personnes.....	1135
Index thématique	1143
Index de jurisprudence.....	1155